



# Réponse à M. Fischler au sujet des compensations grandes cultures

**Prendre aux uns pour donner aux autres, c'est ce que préconisait implicitement M. Fischler le 23 janvier dernier en affectant de s'interroger devant le Parlement européen sur le volume des compensations aux grandes cultures. L'AGPB lui a répondu par un courrier reproduit dans ces colonnes. Il est par ailleurs intéressant à ce sujet de savoir et de faire savoir aux responsables politiques ce que préparent les États-Unis pour leur secteur des grandes cultures.**

■ Devant la Commission de l'Agriculture du Parlement Européen, le 23 janvier, M. Fischler s'interrogeait sur le fait que 45% des fonds européens dévolus à l'agriculture «reviennent (...) aux grandes cultures alors que l'élevage ou la production de fruits et légumes emploie davantage de personnes». Ces propos doivent être mis en rapport avec les analyses budgétaires pessimistes qu'a présentées la Commission au Conseil des ministres de l'Agriculture des Quinze la semaine suivante, les 29 et 30 janvier.

## LES QUINZE CAMBRÉS SUR LEUR VOLONTÉ D'ÉCONOMISER

D'après la Commission, la crise bovine coûterait 3 milliards d'euros en 2001 alors que la marge de manœuvre du budget de l'Union

Européenne n'est que de 1,2 milliard d'euros. Or, cambrés sur la volonté de limiter les dépenses agricoles manifestée dans Agenda 2000, les Quinze ne se montrent guère enclins -c'est un euphémisme- à accorder une rallonge à l'agriculture. Ils n'envisagent pas non plus spontanément de transférer à son profit des crédits initialement affectés à d'autres secteurs. La tendance, comme d'habitude, est plutôt à vouloir prendre à certains, en l'occurrence les producteurs de céréales et d'oléo-protéagineux, pour redistribuer à d'autres. Les partisans de semblables propositions invoquent toujours de bonnes raisons pour les légitimer... Cette fois, dans la bouche de M. Fischler, il s'agit de l'emploi. En 1996, à cause des effets de l'ESB déjà, il avait également été question de ponctionner les compensations aux grandes cultures et le prétexte était alors la «sur-compensation».

L'AGPB se devait naturellement de réagir au nom des producteurs de céréales au questionnement faussement candide du Commissaire à l'Agriculture devant le Parlement Européen. D'où la lettre, en encadré, que lui a écrite Henri de Benoist le 1<sup>er</sup> février. Des copies en ont été adressées à plusieurs dizaines de parlementaires européens et français.

Outre les réalités rappelées dans la lettre de l'AGPB, le Commissaire à l'Agriculture ne devrait pas ignorer non plus ce qui se passe à l'heure actuelle aux États-Unis

en matière de soutien aux grandes cultures.

## PENDANT CE TEMPS AUX ÉTATS-UNIS

Par exemple, le Congrès se prépare à voter encore 5 milliards de \$ d'aides d'urgence, essentiellement destinées à compenser les pertes de revenu subies en 2001 dans les grandes cultures.

Par exemple encore, un projet de loi vise à rendre permanent le plafond de 150 000 \$ par exploitation (1,05 MF) pour les loan deficiency payments (aides représentant la différence entre le prix de soutien et le prix de marché lorsque les farmers vendent au-dessous du prix de soutien). Ce plafond était de 75 000 \$ en 1999 et n'avait été doublé pour 2000 qu'à titre exceptionnel.

Enfin, le rapport de la Commission pour le 21<sup>ème</sup> siècle sur lequel doivent s'appuyer les Pouvoirs publics américains pour élaborer leur prochaine loi agricole, celle de 2002, ne pêche pas non plus par souci d'économie. Il préconise non seulement le maintien à leur niveau actuel des aides courantes, mais aussi la consolidation des aides d'urgence sous la forme d'une garantie permanente d'un niveau de recettes par exploitation.

De quoi conduire notre Commissaire européen à l'Agriculture à tourner davantage sa langue dans la bouche, n'est-ce pas?

Article réalisé par l'AGPB  
Céréaliers de France

## Lettre adressée à Monsieur Franz Fischler par le Président de l'AGPB le 1<sup>er</sup> février 2001

Monsieur le Commissaire,

La presse française s'est fait l'écho de vos déclarations devant la Commission de l'Agriculture du Parlement Européen le 23 janvier dernier.

Il est indéniable que notre agriculture doit évoluer en fonction des événements récents, des attentes de notre société et des intérêts économiques de l'Union Européenne. Toutefois, vos interrogations sur le fait que « 45 % des fonds européens [reviennent] aux grandes cultures alors que l'élevage ou la production de fruits et légumes emploie davantage de personnes » nous laissent perplexes.

La politique d'aides aux grandes cultures a en effet été imposée aux producteurs à la fois pour défendre la céréaliculture communautaire contre les soutiens dont bénéficiaient ses rivaux et pour conforter la situation de l'élevage européen. Sans céréales à prix abaissés sur le marché intérieur, l'élevage européen de porcs et de volailles n'aurait jamais pu se développer dans l'Union Européenne et y maintenir des emplois comme il l'a fait. A notre sens, il ne faut jamais perdre de vue que les aides aux grandes cultures sont avant tout des aides à l'élevage et aux activités utilisatrices de céréales.

C'est là un point fondamental sur lequel repose la plus grande partie de l'économie agricole et nous ne voyons pas comment il pourrait être ignoré dans les débats à venir.

Veuillez agréer, Monsieur le Commissaire, l'expression de notre considération distinguée.